



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les sciences sociales à la découverte de la pauvreté

Henri Mendras

Abstract

The modern industrial society generates both wealth and poverty. The existence of slums in the neighbourhood of Paris reveals the presence of poorer classes, that had been defined as an absence by the society.

Autonomie and having its own structures and standards, this « counter-society » is essentially self consumer ; for that it is similar to the sustenance agriculture, which is still considerable in France.

The present economic theory denies the importance of self -consumption. But on the contrary, is not there any reason to elaborate a theory about it ?

Résumé

La société industrielle moderne secrète et la richesse et la pauvreté : l'existence de bidonvilles au voisinage de Paris sert d'exemple pour analyser comme présence, du côté de la société pauvre, ce qui a été défini comme absence, vu du côté de la société globale.

Autonome, possédant ses propres structures et ses normes, cette « contre-société » est essentiellement auto-consommatrice ; elle est en cela comparable à l'agriculture de subsistance, encore numériquement importante en France.

L'économie actuelle nie l'importance de l'autoconsommation. N'y aurait-il pas lieu au contraire d'en élaborer une théorie ?

Citer ce document / Cite this document :

Mendras Henri. Les sciences sociales à la découverte de la pauvreté. In: Économie rurale. N°76, 1968. pp. 3-8;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1968.2003>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1968_num_76_1_2003

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LES SCIENCES SOCIALES A LA DECOUVERTE DE LA PAUVRETE

par Henri MENDRAS

Maitre de recherches au C.N.R.S.

La société industrielle moderne secrète et la richesse et la pauvreté : l'existence de bidonvilles au voisinage de Paris sert d'exemple pour analyser comme **présence**, du côté de la société pauvre, ce qui a été défini comme **absence**, vu du côté de la société globale.

Autonome, possédant ses propres structures et ses normes, cette « contre-société » est essentiellement auto-consommatrice ; elle est en cela comparable à l'agriculture de subsistance, encore numériquement importante en France.

L'économie actuelle nie l'importance de l'autoconsommation. N'y aurait-il pas lieu au contraire d'en élaborer une théorie ?

The modern industrial society generates both wealth and poverty. The existence of slums in the neighbourhood of Paris reveals the presence of poorer classes, that had been defined as an absence by the society.

Autonomic and having its own structures and standards, this « counter-society » is essentially self-consumer ; for that it is similar to the sustenance agriculture, which is still considerable in France.

The present economic theory denies the importance of self-consumption. But on the contrary, is not there any reason to elaborate a theory about it ?

J'ai lancé, il y a plus de deux ans, la formule de « contre-société » reprise par Pierre Massé et Jean-Jacques Servan-Schreiber (1), et c'est sans doute pourquoi P. Mainié m'a demandé de traiter ce sujet. Par cette formule, je tentai de donner au problème de la pauvreté dans le monde moderne une perspective sociologique qui sortit des descriptions traditionnelles du sous-prolétariat urbain, trop fécondes, me semblait-il, en attitudes moralisantes.

Pourquoi m'être prononcé « pour une sociologie de la contre-société » ? Que signifie cette étiquette de « contre-société » que j'appliquai aux supports humains de la pauvreté, aux groupes sociaux situés « en marge » de ce que nous estimons être la seule, la vraie société, celle qui consomme et produit, celle qui fournit nos valeurs les plus répandues ?

Il s'agit, avant tout, d'une querelle avec les économistes dont la science est, avec la sociologie, le produit de la civilisation industrielle. En effet, fascinés par le développement rapide et la force de l'industrie, les théoriciens de l'économie, les libéraux

comme les marxistes, ont forgé des instruments d'analyse valables pour une société industrielle. La sociologie, qui a vu le jour aux Etats-Unis dans les années récentes, n'a fait qu'emboîter le pas à la science économique et représente désormais l'autre élément du diptyque rassurant qui met le profane en confiance.

D'où provient cette complicité qui unit le sociologue à l'économiste ? D'un malentendu : l'économiste demande au sociologue de compléter ses modèles économiques, d'y insérer du « social » pour faire « plus vrai ». Et le sociologue, dont l'activité a souvent consisté à remettre en cause la société et son fonctionnement, se trouve flatté d'avoir à contribuer à l'élaboration d'un modèle de société dont les éléments fondamentaux sont issus de la théorie économique.

La dialectique économique-sociologique, ainsi transformée en rationalité technocratique, fonctionne de manière satisfaisante jusqu'à ce qu'elle soit confrontée aux sociétés les plus importantes, en nombre, de la planète : pourquoi les sociétés en voie de développement tardent-elles ainsi à entrer dans un modèle rationnel de développement économique ? Et, par exemple, pourquoi les réseaux de communication n'y fonctionnent-ils pas selon les prévisions du psycho-sociologue ?

(1) MASSE (P.). — *Le plan ou l'anti-hasard*. — Paris, Gallimard, 1965, 240 p.

SERVAN-SCHREIBER (J.-J.). — *Le défi américain*. — Paris, Denoël, 1967, 342 p.

Le problème des paysans relève de la même constatation : les sociétés paysannes, à la fois en contact et en conflit avec la rationalité industrielle, offrent des possibilités de construire une théorie économique spécifique des sociétés dont l'activité économique est fondée sur l'auto-subsistance.

La société industrielle sécrète la pauvreté

Il y a donc la découverte irritante, de la part de ceux qui sont bien installés dans la réussite de la société industrielle (2), que la plupart des hommes ne font pas partie de la même sphère de croissance économique à base industrielle. De plus, il faut aussi constater que la société industrielle, malgré son opulence, n'est pas parvenue à supprimer la pauvreté. Même dans son modèle le plus achevé, celui des Etats-Unis, un quart de la population demeure pauvre. Quel est donc ce pays « riche » ?

On sent bien que notre société industrielle crée et la richesse et la pauvreté. Cette constatation, qui scandalisa les intellectuels américains (3) il y a dix ans, est aux Etats-Unis associée au vieux problème de la ségrégation. Mais aux Etats-Unis, tous les pauvres ne sont pas noirs. Partout dans le monde la société industrielle sécrète la pauvreté. On peut prédire que plus la société se développera, plus se fera sentir le besoin d'assistantes sociales !

Le thème de la paupérisation, fondamental chez Marx, ne rend pas compte du phénomène de la pauvreté tel qu'il se développe dans notre société : la classe ouvrière, qui se confond de plus en plus avec la classe moyenne, ne forme pas la masse des pauvres, même si les conditions de vie de certains ouvriers demeurent précaires. La classe ouvrière est intégrée dans le système de la société industrielle, alors que les pauvres, que j'appellerais les « nouveaux paysans » de la société industrielle, disposent d'une autonomie relative par rapport à la société globale.

Absence... ou présence ?

L'existence de bidonvilles aux abords immédiats de la cité parisienne est généralement vue sous un angle négatif : ces « zones » abritent des gens qui n'ont pas un niveau de vie normal, qui ne connaissent pas les valeurs morales, etc... aussi les confie-t-on aux soins du gendarme, de l'assistante sociale ou de l'abbé Pierre. On disputera vainement pour

(2) Voir *Economie et Humanisme*, n° 174, mai-juin 1967 : « Pauvres et pauvreté dans les sociétés riches ».

(3) HARRINGTON (M.). — *L'autre Amérique*. — Paris, Gallimard, 1967.

CAPLOVITZ (D.). — *The poor pay more*. — Glencoe, The Free Press, 1963.

savoir si ces pauvres sont rejetés de la société ou s'ils refusent l'intégration : c'est là une fausse discussion. Par contre, ce qui peut se révéler plus instructif, c'est d'analyser comme *présence*, du côté de la société pauvre, ce qui a été défini comme *absence* vu du côté de la société globale.

L'ethnologue peut montrer que cette contre-société a ses coutumes, existe en tant que « société » : c'est ce que décrit Jean Labbens (4) dans un bidonville de la région parisienne : le bidonville de Noisy-le-Grand a été créé par l'abbé Pierre en 1954 pour abriter temporairement des sans-logis en attendant qu'ils soient relogés dans des habitations en dur ; or, dix ans après, un tiers de la population s'y trouvait depuis la fondation. Ce camp « temporaire » devait disparaître petit à petit, mais des nouveaux venus continuaient à s'y introduire. On s'est installé dans le provisoire et une véritable société s'est créée avec ses structures et ses normes et un grand pouvoir assimilateur qui permet d'intégrer rapidement les arrivants.

Le bidonville : une véritable société

Pour les travailleurs sociaux et les autorités administratives responsables, le camp demeure un lieu de transit où sont rassemblées temporairement un certain nombre de familles condamnées à survivre dans des conditions précaires et à se « réintégrer » ensuite à la société, autrement dit trouver un logement, donner un emploi stable aux hommes et quelques rudiments d'économie domestique aux femmes. Le sociologue montre à l'inverse comment ce milieu social, qui s'est créé petit à petit, protège ces familles contre la société industrielle et urbaine dans laquelle ils n'avaient pas trouvé de place normale, et en attire d'autres souvent liées aux premières, tant et si bien que dans ce « rassemblement temporaire d'éléments disparates » les liens de parenté entre familles sont nombreux et se multiplient par un jeu normal d'endogamie : plus de la moitié des habitants sont apparentés ou alliés.

Une relative stabilité

On compte 51 % de couples mariés, 37 % de concubins et 12 % d'isolés. Preuve évidente de l'instabilité pathologique de ces familles pour le travailleur social. Or l'étude montre que la permanence des unions, légalisées ou non, est la même : le concubinage ne représente pas un état de vie moins stable que le mariage. Dans les deux cas, l'homme travaille quand il peut (23 % d'inactifs) et rapporte son salaire à la femme qui ne travaille pas. Bien plus, les hommes mariés ont des emplois moins

(4) LABBENS (J.). — *La condition sous-prolétarienne, l'héritage du passé*. Préface d'Otto Klineberg. — Paris, B.R.S., 1965, 200 p.

bien rémunérés que les concubins et les concubines travaillent moins fréquemment (10 %) que les femmes mariées (14 %). Dans les deux cas, l'homme qui n'a pas de travail doit s'employer à bricoler pour sa femme, à aménager l'igloo. On compte en moyenne un peu plus de quatre enfants par ménage (4,3 pour les ménages mariés, et 4,2 pour les concubinages). La manière de définir les droits et les devoirs des conjoints est finalement la seule différence notable. Dans le mariage, l'époux est normalement plus âgé que l'épouse, tandis que le concubin est fréquemment plus jeune que la concubine ; dans le premier cas l'autorité appartient plutôt à l'homme, dans le second plutôt à la femme.

Un code moral

La soif de respectabilité et l'effort pour se conformer aux modèles de la société bourgeoise se manifestent à travers bien d'autres comportements et sont fréquemment exprimés. Ces gens sont en marge et le savent, mais n'en cherchent pas moins à être aussi « acceptables » que possible. Un profond moralisme sous-tend leurs valeurs et ils attachent grand prix à la fidélité conjugale, à la virginité de la jeune fille, à la respectabilité du chef de famille à l'égard des enfants (les siens et ceux de sa femme), etc...

Ce conformisme s'expliquerait aisément chez des ruraux qui auraient échoué dans leur effort d'adaptation à la vie urbaine et qui n'en conserveraient pas moins les cadres moraux et sociaux de leur société d'origine. Mais ce n'est pas le cas : 15 % seulement viennent de la campagne, le reste est originaire de régions urbaines et 45 % de la région parisienne. En outre, presque tous sont issus de familles qui vivaient dans des conditions analogues : pour 90 % des foyers leur situation présente est un héritage. Et leurs enfants ont toutes les chances de se trouver à leur tour dans la même situation. « Le camp (et sans doute tout bidonville de ce style) rassemble des individus et des unités familiales « déviantes » qui ne vivent pas à la hauteur des normes courantes dans notre société ; l'organisation du camp leur permet de subsister malgré leurs déficiences. En ce sens, mais en ce sens seulement, on peut dire que le camp entretient certaines « déviations » puisqu'il assure aux individus et aux familles une sécurité que la société globale ne leur donne pas ».

Des enfants désarmés

Les enfants, étudiés notamment à l'aide du test projectif de Van Lennep, se caractérisent par une « faiblesse du moi » très marquée. Ils témoignent d'un sentiment d'infériorité et d'impuissance qui les laisse désarmés et passifs devant leur destin : leurs aspirations et leur mode d'action sont irréalistes et révèlent une méconnaissance totale des rap-

ports de causalité. Les filles rêvent de solutions providentielles et les garçons laissent libre cours à une agressivité sans objet. S'ils arrivent « à s'en sortir » ce sera grâce à des personnages puissants et forts, des bienfaiteurs, dont les garçons se font une image frustrante et les filles une image protectrice. Avec cette perspective, il est normal qu'enfants et parents n'attachent guère d'importance à l'école et à l'apprentissage d'un métier. On cherche au jeune garçon un protecteur en le plaçant chez un commerçant ou un artisan : il fera ainsi son apprentissage d'un travail mal défini, marginal et instable.

Les difficultés d'une enquête

On trouve dans cette contre-société des personnages « médiateurs » dont le rôle consiste à maintenir à un niveau supportable les tensions qui se développent entre le code de valeur de la société extérieure et le code de valeur du bidonville. Il y a en effet une contradiction fondamentale entre la morale « bourgeoise » acceptée dans ses principes et un code de comportement dont le fonctionnement quotidien permet de *survivre*. La superposition de ces deux systèmes a longtemps dérouté les sociologues qui constataient que les gens des bidonvilles ne se conduisaient pas « comme il fallait » mais respectaient le code moral : cette contradiction entraîne des difficultés techniques pour l'enquêteur qui s'aventure sur des terrains aussi « inhabituels ». Les techniques d'enquête les mieux éprouvées pour la société industrielle et urbaine, risquent en effet de conduire à des résultats systématiquement erronés dans d'autres milieux sociaux. L'expérience décevante des sondages d'opinion publique en Afrique en fournit une illustration. Avant J. Labbens, une équipe d'enquêteurs munis de questionnaires soigneusement préparés avait interrogé un échantillon représentatif de la population, et leurs « interviewés » leur avaient déclaré « qu'ils n'entretenaient que le minimum de relations avec leurs voisins, qu'ils interdisaient à leurs enfants d'avoir des camarades dans le camp, qu'ils espéraient s'en aller et ne jamais retrouver ailleurs de voisins semblables ».

L'enquêteur étranger au camp qui n'y vient que pour remplir son questionnaire crée une situation particulière d'entretien. « On n'ignore nullement au camp que les gens de l'extérieur considèrent le bidonville comme anormal et les habitants du bidonville comme des êtres plus ou moins déficients. Comment l'enquêté n'essaierait-il pas de prendre ses distances, de se distinguer, s'il le peut, de ceux qui l'entourent ? Il ne peut guère se distinguer qu'en paroles et il n'y manque point ». D'autant plus qu'une enquête, dans l'esprit des gens, a normalement un but autre que scientifique, elle doit conduire à des transformations, à des relogements, à des décisions d'un ordre ou d'un autre qui affecte-

ront chaque famille prise individuellement. Réciproquement, le parti-pris de moralisme que révèle l'enquête de J. Labbens n'est peut-être aussi que le reflet de sa situation particulière d'enquête. Ces deux visions contradictoires d'une même société rappellent l'exemple classique du village de Tepoztlan étudié à vingt ans de distance par Robert Redfield puis Oscar Lewis.

Les opinions exprimées au cours d'enquêtes de cet ordre dans de tels milieux ne sont pas mensongères. Elles révèlent des jeux d'attitudes différents qui sont mobilisés dans des circonstances différentes. Les attitudes décrites par les enquêteurs questionnaires joueront probablement en cas de départ du camp, mais elle ne permettent pas de décrire le camp et les comportements quotidiens et ses habitants auxquels s'intéresse Jean Labbens. L'ethnologue et l'enquêteur rural sont familiers des résultats contradictoires que peuvent fournir des techniques d'enquête aussi différentes que le questionnaire d'une part et d'autre part l'observation, l'analyse des documents et les entretiens prolongés. L'enquête en milieux atypiques oblige à s'interroger sur la situation sociale définie par l'enquête, sur le type de communication qui peut s'établir au cours d'un entretien, sur la place de la communication orale dans la vie quotidienne du groupe étudié et sur les rapports habituels entre membres du groupe et les représentants du hors-groupe. Cette mise en question des procédures coutumières est salutaire pour le sociologue en lui rappelant que toute situation neuve exige d'être vue avec les yeux neufs et des techniques nouvelles.

L'avènement de nombreuses contre-sociétés

On doit prévoir, dans nos sociétés industrielles, l'avènement de « contre-sociétés » de plus en plus nombreuses, formées de gens qui se retirent ou sont exclus du jeu normal, rationnel, de la morale, de l'économie, du système social dominant, et qui, de la sorte, acquièrent une autonomie par rapport à la société globale.

L'élément caractéristique de ces contre-sociétés est qu'elles seront essentiellement *auto-consommatrices*. Tels les paysans du 19^e siècle, ces contre-sociétés refuseront de plus en plus de consommer ce que produit la société globale. Sans parler des Hippies, les jeunes qui se refusent à entrer trop vite dans la vie et à jouer le jeu économique de la société industrielle, même quand ils sont bien armés pour le jouer, ne relèvent-ils pas, mutatis mutandis, du même genre social ? Georges Perec a raconté la vie et la mentalité d'une couple de jeunes psychosociologues qui, tout en désirant « les choses » de la civilisation industrielle, les refusent pour ne pas « s'imposer des servitudes qu'il faut accepter pour les acquérir » (5). Ne sont-ils pas eux aussi, à leur manière, des « pauvres » ?

Le développement de temps libres et des loisirs de grand air contribuera à augmenter la population des consommateurs non producteurs et de toute la population de service qui l'accompagne : les artistes, les nouveaux artisans, les retraités du troisième âge, les jeunes dont la scolarité, accompagnée de longues vacances, se prolonge, et qui ont besoin de leurs clubs sportifs, de leurs distractions et de leurs soins médicaux.

Un îlot vivant en autarcie

Revenons au camp de Noisy-le-Grand ; J. Labbens en esquisse très rapidement la vie économique et les rapports sociaux. Les revenus sont très bas. Une seule boutique pourvoit aux besoins quotidiens de tout le monde, rien ne s'y vend à crédit et les prix y sont nettement plus élevés qu'ailleurs. Quelques petits services intermittents sont rendus contre rémunération par des habitants (l'un fait le taxi, une femme lave le linge des voisins, etc...) qui témoignent d'une « incroyable habileté à tirer profit les uns des autres ». En outre, d'innombrables échanges de petits services permettent à chacun de survivre et d'être assuré du lendemain. Le camp permet de faire face entre soi aux situations les plus critiques par des solutions au jour le jour. C'est un îlot qui vit en autarcie et que l'administration traite comme tel puisqu'elle ne connaît que le « 77, rue Jules-Ferry » : le facteur ni les services de nettoyage ne franchissent ce seuil...

Il serait singulièrement instructif de pouvoir faire une comptabilité collective du camp et de savoir ce qu'il rapporte et ce qu'il coûte à la collectivité nationale et quelle place ont des agents économiques de cet ordre dans les comptes de la nation. Parce qu'il en existe d'autres, ailleurs, dans les zones urbanisées. Une grande partie de l'agriculture de subsistance qui demeure numériquement importante dans certaines régions rurales, se trouve, de ce point de vue, dans une situation comparable ; or la comptabilité nationale ne distingue pas entre ces agriculteurs et les véritables producteurs agricoles (6).

Pour une théorie économique de l'auto-consommation

Notre économie, fondée sur l'échange, n'accepte pas l'idée qu'une théorie économique de l'auto-consommation mériterait d'être élaborée. On connaît l'extraordinaire difficulté d'insérer les paysans dans la logique économique de notre société parce

(5) PEREC (G.). — *Les choses*. — Paris, Julliard, 1965, 119 p.

(6) CUISENIER (J.). — *Agents et systèmes d'action économique. — Tendances et volontés de la société française*. Paris, Seis, 1966, pp. 167-195.

que l'auto-consommation est néantisée par l'économiste d'aujourd'hui. Or le travail noir, le bricolage, l'agriculture de « plaisance » sont en plein développement et répondent parfaitement à la logique de l'auto-consommation. Pourquoi ne pas imaginer que c'est dans les campagnes, où l'agriculture productive (c'est-à-dire tournée vers l'échange) n'occupera plus qu'une place secondaire, que ces « nouveaux paysans » trouveront le cadre spatial le mieux adapté à leur type de société. Il est probable que la campagne de demain sera essentiellement un endroit où l'on consommera sans *produire* (dans le sens normal), où se développera une agriculture de subsistance économiquement « saine ».

Le problème est d'actualité : le ministère de l'agriculture comme le CNJA s'accordent à penser que la majorité des exploitations agricoles ne sont pas économiquement rentables et doivent disparaître progressivement au profit des seules exploitations dont la productivité positive justifie l'existence. Il est scandaleux de constater que l'on condamne au nom d'une rationalité économique étran-

gère à l'agriculture une masse de gens dont les exploitations, si l'on se réfère aux normes de l'économie industrielle, devraient être en faillite depuis le début de ce siècle. Or si l'on parvenait à trouver un schéma intellectuel justifiant l'existence de ces agriculteurs « condamnés », c'est-à-dire rendant compte, en termes économiques, de l'autoconsommation, on parviendrait à montrer que la situation économique de ces exploitations est parfaitement saine.

Ces quelques réflexions posent des questions aux sociologues et aux économistes, plus qu'elles n'en résolvent. Cependant, on ne doit pas oublier que c'est en étudiant des cas pathologiques que Freud rénova toute la science psychologique et bâtit une théorie cohérente de la personnalité. Par conséquent, si l'on essayait d'introduire dans le modèle économique une autre rationalité que celle qui a présidé à l'élaboration de la comptabilité nationale actuelle, on parviendrait peut-être à comprendre la logique de la contre-société et peut-être à mieux comprendre notre propre société industrielle.

DISCUSSION

J. Monnot. — L'exposé de M. Mendras appelle deux constatations :

— La pauvreté est vraisemblablement une notion attachée au développement. Les pays les plus primitifs sont à niveau très égalitaire et la notion de pauvreté ne se dégage que par relativité dès qu'il y a eu développement d'un certain nombre d'individus.

— Ce déséquilibre étant intervenu, il est certain que des groupes obéissant à un certain nombre de lois, s'en satisfaisant, se constituent en contre-sociétés ; mais si une philosophie des coutumes apparemment propre à ces contre-sociétés se dégage, ces groupes ne sont pas autonomes. Très fréquemment des sentiments de frustration apparaissent ; les événements de Quimper, du Moyen-Orient, en constituent une illustration. Ces constatations conduisent donc à remettre en cause cette analyse séduisante du professeur Mendras. Y a-t-il vraiment des contre-sociétés se satisfaisant de leur éthique ou alors pourquoi y a-t-il des drames ?

La recherche de satisfactions identiques ne plaide-t-elle pas au contraire en faveur de l'existence d'une Société Unique au sein de laquelle pour des raisons diverses se sont constitués des groupes qui ne disposant pas des mêmes moyens adoptent des variantes dans leur comportement. Ce comportement est, en tout état de cause, marqué par une concurrence pour l'accès aux satisfactions, même si provisoirement une apparente indifférence, le poids du passé, semble éloigner tel ou tel groupe d'une telle recherche.

J. Pautard. — La contre-société, les réticences ou les difficultés à s'intégrer dans l'économie du marché ne sont paradoxales et choquantes pour les économistes ruraux, qu'au niveau d'une société industrialisée. Dans les pays du Tiers-Monde, cette « anomalie » est la règle et concerne 90 % de la population. Il semble que les économistes ruraux ou non, devraient faire preuve d'un peu d'imagination pour expliquer à l'échelle mondiale le fonctionnement de l'économie. Dans l'état actuel des choses, dans une bonne partie du monde, leurs schémas habituels paraissent franchement ridicules. L'échec de la « décennie du développement » devrait, semble-t-il, leur donner au moins à réfléchir.

J.-B. Henry. — J'ai été très heureux d'entendre l'exposé de M. Mendras, qui me permet d'introduire une remarque sur le thème général des exposés de cette session. J'aurais en effet souhaité une sorte de contre-mémoire dont le titre aurait pu être « Apologie du paysan pauvre ».

Cet exposé aurait d'abord tenté d'expliquer pourquoi le paysan se refusait à entrer dans le jeu économique policé, ensuite montré quelques-unes des fonctions assurées par la paysannerie pauvre, sans donner lieu à rémunération, et qui ne peuvent s'insérer dans une comptabilité.

En voici quelques exemples :

Le rôle de réserve humaine que joue la paysannerie pauvre dans un pays industriellement sous-développé comme la France.

Le rôle de la paysannerie pauvre dans la production de denrées que le niveau technique actuel ne permet pas encore d'industrialiser.

Le rôle financier des producteurs qui financent une partie des crédits à court terme de l'industrie agricole et alimentaire ; en particulier de l'industrie laitière, en acceptant le paiement mensuel de ses livraisons.

Le rôle de financement des exportations de produits industriels par le biais des autorisations d'importation de produits agricoles qui sont souvent la monnaie d'échange pour l'exportation de produits industriels.

Le rôle de gardien du paysage à une époque où le tourisme prend de plus en plus d'importance...

Mlle Ch. Balley. — L'étude des relations entre populations différentes n'est-elle pas envisagée d'une façon trop analytique et trop statique ? Et le problème qui se pose alors au sociologue n'est-il pas celui des formes et des possibilités d'adaptation des sociétés les unes aux autres, plutôt que celui de « l'intégration » ?

M. Mollard. — Il me semble que l'on ne peut parler de pauvreté sans parler en même temps de richesse et que dans nos sociétés ce couple est essentiel. Certains économistes, malgré tout, ont pu démontrer que si la pauvreté existait c'est qu'elle est fort souvent la **conséquence de la richesse**. Il suffirait de rappeler les contributions des professeurs Perroux et Bartoli (cf. Journées des intellectuels catholiques de Montpellier, 1963) sur des thèmes semblables.

Ce lien de causalité entre pauvreté et richesse peut se constater à plusieurs niveaux :

— Au niveau de l'économie internationale tout d'abord. Des études maintenant nombreuses ont montré que le sous-développement des pays du tiers-monde est bien souvent la résultante du développement des pays riches. Il suffit de mentionner à ce sujet les analyses faites par les professeurs Bartoli et de Bernis et par bien d'autres encore.

— Au niveau national également on a pu montrer de la même façon les conséquences inégales de l'industrialisation et la persistance — ou même le développement — des zones d'ombre, à côté de zones riches, industrialisées.

Ceci suppose que l'on se rappelle la distinction faite par le professeur Perroux entre l'industrialisation en soi, et les formes diverses qu'elle peut revêtir. Si l'industrialisation est un progrès, car elle accroît la maîtrise de l'homme sur la nature, la forme capitaliste que revêt l'industrialisation dans les sociétés occidentales explique bien souvent les inégalités de développement que l'on rencontre ; elle explique l'extension de la pauvreté en même temps que la richesse s'accroît ; elle explique l'existence des « contre-sociétés » parallèlement et en contestation par rapport à la « société globale ».

Il est clair à mes yeux enfin que cette analyse ne se suffit pas à elle-même, que l'économiste ne pourrait pas se considérer comme tel s'il ne définissait pas en même temps la politique économique nécessaire pour que disparaisse cette pauvreté.

G. Séverac. — M. Mendras reproche aux économistes de ne pas avoir étudié la logique de l'autoconsommation. Il faudrait définir peut-être ce que l'on entend par là. Il s'agit en somme d'utiliser pour soi les résultats de sa propre production. Mais alors, jouant le paradoxe, on pourrait affirmer que celui qui dépense ce qu'il gagne, fait de l'autoconsommation de... monnaie. Ce qui importe au sujet c'est un lien de cause à effet entre ce qu'il fait et les avantages qu'il recherche. Dans l'autoconsommation agricole un tel lien existe bien mais si nous voyons l'autoconsommation céder devant l'économie d'échange (tout en reparaisant sous d'autres formes) c'est tout simplement parce que l'échange permet d'améliorer l'efficacité de ce que fait l'homme pour obtenir ce qu'il désire. Cela ne signifie pas qu'il faille négliger les coûts et les contraintes de l'échange au nom de l'efficacité qu'il permet en général, mais laisse néanmoins penser que les économistes sont moins coupables qu'il ne paraît.